

RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte* du rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine¹²;

2. *Estime* que le programme de travail de la Commission, arrêté par le Comité plénier au cours de sa réunion, tenue à Santiago du 9 au 10 mai 1955, est d'une importance primordiale pour le développement économique de l'Amérique latine;

3. *Approuve* le rang de priorité affecté à chaque projet par le Comité plénier.

878^e séance plénière,
le 15 juillet 1955.

581 (XX). Invitation à l'Espagne à assister aux sessions de la Commission économique pour l'Amérique Latine

Le Conseil économique et social,

Considérant que la présence de l'Espagne au sein de la Commission économique pour l'Amérique Latine contribuera utilement à la réalisation des objectifs de cette Commission,

Tenant compte de l'attitude adoptée par le Conseil dans un cas analogue, comme il ressort de la résolution 515 B (XVII),

Prie le Secrétaire général d'autoriser le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique Latine, à inviter l'Espagne à assister aux sessions de cette Commission, dans des conditions analogues à celles que le paragraphe 6 du mandat de la Commission¹³ prévoit pour les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission.

891^e séance plénière,
le 4 août 1955.

582 (XX). Rapport de la Commission du commerce international des produits de base

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte* du premier rapport présenté par la Commission du commerce international des produits de base¹⁴ ainsi que de l'état estimatif des incidences financières communiqué par le Secrétaire général¹⁵;

2. *Approuve* le règlement intérieur et le programme de travail proposés par cette Commission.

891^e séance plénière,
le 4 août 1955.

¹² E/2756.

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément n° 1, Appendice II, page 102.

¹⁴ Ibid., vingtième session, Supplément n° 7 (E/2745).

¹⁵ Ibid., Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/2745/Add.1.

583 (XX). Financement du développement économique

A

FONDS SPÉCIAL DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant l'importance du développement économique des pays sous-développés, condition essentielle de l'établissement de relations internationales propices au maintien de la paix et de la prospérité du monde,

Considérant qu'il existe un besoin réel de moyens supplémentaires qui permettraient de doter les pays sous-développés de l'infrastructure économique et sociale qui est indispensable à un développement sensible de leur production,

Rappelant les précédentes résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la création, dans un proche avenir, d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique¹⁶,

Rappelant spécialement la résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale, adoptée à l'unanimité, qui contient la déclaration solennelle des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies par laquelle ils se déclarent prêts à demander à leurs peuples, lorsque des progrès suffisants auront été accomplis dans la voie du désarmement mondial sous contrôle international, de verser à un fonds international créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies une partie des économies qu'aura permis de réaliser ce désarmement, et dans laquelle est exprimé l'espoir que ces économies fourniront des ressources supplémentaires pour financer le développement économique des pays insuffisamment développés et aideront à atteindre les buts et objectifs d'un fonds spécial des Nations Unies,

Constatant que, par suite d'une évolution récente dans le domaine de la coopération internationale, le Sous-Comité de la Commission du désarmement des Nations Unies sera appelé à élaborer un système satisfaisant de désarmement, dont l'établissement aurait notamment pour conséquence de libérer de vastes ressources matérielles à consacrer au développement économique et pacifique des nations, tant pour l'amélioration de leur bien-être que pour l'assistance aux pays sous-développés,

Ayant examiné le rapport préparé par M. Raymond Scheyven avec l'aide d'un groupe d'experts¹⁷ en exécution de la résolution 822 (IX) de l'Assemblée générale,

1. *Exprime* à M. Scheyven et au groupe d'experts qui l'a assisté sa vive satisfaction pour le travail qu'ils ont accompli;

2. *Recommande* à l'Assemblée générale:

a) *D'inviter* les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dont l'action s'exerce dans le domaine économique et social, à procéder à un examen attentif du

¹⁶ Résolutions 520 (VI), 622 (VII), 724 (VIII) et 822 (IX) de l'Assemblée générale et résolutions 416 (XIV), 482 (XVI) et 532 (XVIII) du Conseil.

¹⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément n° 17 (A/2906).